

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 21/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

POM'ALLIANCE

Zone Industrielle

Le Puiset

28310 Janville-En-Beauce

Références : 7044/RAPVI/CC/IC240503

Code AIOT : 0010007044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement POM'ALLIANCE implanté Zone Industrielle Le Puiset 28310 Janville-en-Beauce. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection inopinée du 13/06/2024 est réalisée conjointement avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Eure-et-Loir dans le cadre de l'action départementale coup de poing "prévention du risque incendie sur les installations de stockage de palettes et de palox en bois".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POM'ALLIANCE
- Zone Industrielle Le Puiset 28310 Janville-en-Beauce

- Code AIOT : 0010007044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société POM'ALLIANCE a repris en 2005 l'établissement précédemment exploité par la société DENIS sur la commune Le Puiset. Le changement d'exploitant a été acté par la Préfecture le 8 décembre 2005 qui précise que l'installation bénéficie des récépissés de déclaration suivants :

- n°2/96 en date du 15 janvier 1996 pour le nettoyage et l'ensachage de substances végétales (rubrique n°2260 de la nomenclature des installations classées) ;
- n°99/028 en date du 18 mars 1999 pour un entrepôt couvert et une installation de réfrigération ou compression (rubrique n°1510.2 et 2920.2 de la nomenclature des installations classées).

À la suite de l'extension de ses activités, la société POM'ALLIANCE a bénéficié d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 5 novembre 2007 pour son installation de stockage et de conditionnement de pommes de terre, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires en date du 9 mai 2017 et du 28 juillet 2021.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/11/2007, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Vérifications périodiques	AP Complémentaire du 05/11/2007, article 7.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Stockages extérieurs	AP Complémentaire du 09/05/2017, article 13	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
2	Extinction automatique : bâtiments 1-2-3b et 4	AP Complémentaire du 28/07/2021, article 3	Sans objet
6	Distance d'isolement des stockages	Arrêté Préfectoral du 05/11/2007, article 1.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous. **A noter qu'à l'exception des points de contrôle n°1, 3 et 4, les suites de la précédente visite d'inspection en date du 19/10/2021 ne sont pas abordées dans le présent rapport.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables [...]. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : <i>Rappel du constat du 19/10/2021 (NC2) : Les installations électriques présentent des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant devra définir et transmettre à l'inspection les modes de preuve attestant des actions correctives prises.</i> <i>Par courriel du 07/01/2022, l'exploitant mentionne qu'un document récapitulant tous les écarts levés a été mis en place. L'inspection des installations classées prend acte de l'action corrective engagée. Dans l'attente de la transmission du document de synthèse justifiant la levée des écarts et d'un Q18 attestant l'absence de risques d'incendie et d'explosion, la NC est maintenue.</i> <i>Par courriel du 01/04/2022, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le bon d'intervention n°092435012201 en date du 02/03/2022 de la société DEKRA indiquant que le contrôle périodique des installations électriques est prévu du 05 au 06 avril 2024.</i> Constat du 13/06/2024 : En l'absence d'un responsable de site et des justificatifs issus du contrôle périodique d'avril 2024, l'inspection des installations classées n'a pas pu vérifier le respect de la prescription susvisée. L'écart constaté le 19/10/2021 est donc maintenu en l'état.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de justifier auprès de l'inspection des installations classées que les installations électriques de son établissement ne présentent plus de risque d'incendie et d'explosion (document de synthèse et attestation Q18 à transmettre).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/11/2007, article 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

[...] les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

Constats :

Constat du 13/06/2024 : En l'absence d'un responsable de site, l'inspection des installations classées n'a pas été en mesure de vérifier que les divers moyens de secours et d'intervention ont bien fait l'objet de vérifications périodiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier du contrôle périodique des moyens de secours et d'intervention (extincteurs, RIA, trappes de désenfumage...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

[...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification »

Constats :

Rappel du constat du 19/10/2021 (D3) : L'exploitant transmettra à l'inspection dès réalisation le rapport de vérification visuelle 2021 des installations de protection contre la foudre.

En réponse à ce constat, l'exploitant a transmis par courriel du 07/01/2022 le rapport demandé ainsi que des devis de remise en état. L'inspection des installations classées a pris acte des actions

engagées. Toutefois, la demande (D3) a été maintenue dans l'attente de réception des justificatifs attestant de la remise en conformité des installations de protection contre la foudre.

Constat du 13/06/2024 : pas d'écart constaté.

Par courriel du 01/04/2022, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le dossier d'ouvrages exécutés de la société Indelec Services en date du 31/03/2022 contenant un certificat de conformité des travaux de protection contre la foudre qui ont été réalisés dans les bâtiments 1998, 1999 et 2000 selon les normes en vigueur NFC 17.102 de septembre 2011.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Extinction automatique : bâtiments 1-2-3b et 4

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2021, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Extinction automatique : bâtiments 1-2-3b et 4

Prescription contrôlée :

L'article suivant est inséré à l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2007 modifié :

[...] L'exploitant réalise sous 6 mois, à partir de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique, permettant de justifier que les moyens mis en place permettent d'éviter la propagation d'un éventuel incendie entre le bâtiment 1-2-3b et 4 (échéance : fin janvier 2022).

Constats :

Rappel du constat du 19/10/2021 (D1) : L'exploitant doit justifier à l'inspection la solution finalement retenue pour éviter la propagation d'un incendie entre le bâtiment 1-2-3b et 4 et tel que demandé dans le rapport d'inspection du 29 novembre 2021. Il doit notamment démontrer que la distance entre le sas et les matières combustibles est suffisante pour empêcher la propagation d'un incendie.

Par courriel du 07/01/2022, l'exploitant a indiqué qu'une extinction automatique à eau de type sprinkler sera mis en place d'ici fin janvier 2022 et il s'est engagé à fournir le PV de réception à l'issue de ces travaux.

Constat du 13/06/2024: pas d'écart constaté.

Par courriel du 01/04/2022, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées une note de la société DEKRA (référence : CG-22-23) du 23/03/2022 relative aux mesures visant à empêcher la propagation d'un incendie au niveau du SAS situé entre le bâtiment 1-2-3b-4 et le bâtiment 4. Les études de flux thermiques montrent l'absence d'effet domino et de propagation

d'incendie. La société DEKRA indique par ailleurs dans ce document que les risques d'un départ de feu sont très faibles en raison :

- des mesures organisationnelles établies concernant l'utilisation des équipements de convoyage,
- de la maintenance préventive et des contrôles périodiques réglementaires des installations qui sont mises en œuvre,
- de l'installation de 4 détecteurs optiques d'incendie et d'un système d'extinction automatique à eau de type sprinklage au sein du sas.

L'exploitant a également fourni une attestation de la société Scutum Incendie en date du 14/03/2022 attestant de l'installation d'un dispositif de sprinklage qui est mis en eau et en service suite à des épreuves concluantes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockages extérieurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/05/2017, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Stockages extérieurs

Prescription contrôlée :

L'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2007 est remplacé comme suit :

[...] **Stockage**

[...] Les matières conditionnées en masse sont stockées de la manière suivante :

- les îlots au sol ont une surface limitée à 500 mètres carrés ;
- la hauteur maximale de stockage est égale à 8 mètres ;
- la distance minimale entre deux îlots est de 2 mètres [...].

Constats :

Constat du 13/06/2024 : écart constaté, les palox entreposés en plein-air ne respectent pas les conditions de stockage prescrites.

L'exploitant précise que les dimensions d'un palox sont de 2,4 m x 1,2 m x 1,3 m soit un volume de 3,74 m³ environ. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié par sondage le stockage de palox en plein-air situé en face du bâtiment 6 dénommé "2000" qui forme un îlot d'un seul tenant constitué de 9 palox en largeur et d'une quarantaine de palox en longueur, soit une surface estimée de 1 037 m² environ (9 x 1,2 m x 40 x 2,4 m).

S'agissant de la hauteur de cet îlot, l'inspection des installations classées constate l'empilement de 8 palox représentant une hauteur estimée à 10,4 mètres (8 x 1,3 m).

Les conditions de stockage de cet îlot ne sont pas conformes à la prescription susvisée en termes de surface au sol, de hauteur et de distance minimale entre 2 îlots.

Or l'exploitant considère qu'au contraire la surface et la hauteur de cet îlot sont globalement respectées au regard de la prescription figurant dans le même article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/05/2017 qui dispose que :

"Les matières conditionnées dans des contenants autoporteurs gerbables sont stockées de la manière suivante :

- les îlots au sol ont une surface limitée à 1000 mètres carrés et à 1500 mètres carrés pour le bâtiment 6 ;
- la hauteur maximale de stockage est égale à 10 mètres ;
- la distance minimale entre deux îlots est de 2 mètres".

L'exploitant estime par ailleurs que cette prescription est bien applicable dans la mesure où les palox sont à considérer comme des contenants autoporteurs gerbables.

L'inspection des installations classées signale à l'exploitant que cette prescription ne concerne que les marchandises entreposées en palox à l'intérieur des entrepôts frigorifiques. En effet, cette prescription correspondait initialement aux dispositions particulières de stockage en entrepôts frigorifiques définies à l'article 8.2.2 de l'arrêté d'autorisation initiale du 05/11/2007 qui a été modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/05/2017.

De surcroît, il est rappelé à l'exploitant que, d'après l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié relatif aux entrepôts couverts, la notion de stockage extérieur correspond à un stockage de matières ou déchets en masse, en palettier ou en vrac, y compris les stockages en réservoirs, récipients ou conteneurs, non couverts par une toiture. Par ailleurs, les stockages extérieurs présents au sein du site, quel que soit la quantité ou le volume présent, sont à considérer distinctement des stockages en bâtiment relevant des rubriques 1510 et 1511.

Enfin, il est précisé à l'exploitant que le stockage en masse est assimilé aux produits (sacs, palettes, etc.) empilés les uns sur les autres au sens de l'arrêté ministériel du 11/09/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'article 25 de cet arrêté ministériel stipule notamment que les stockages extérieurs, qu'ils soient en masse ou en vrac, forment des îlots qui respectent les dispositions du I pour les stockages couverts, à savoir : la surface maximale des îlots au sol est de 500 mètres carrés, la hauteur maximale de stockage est de 8 mètres et la distance minimale entre deux îlots est de 2 mètres. Ces dispositions sont notamment en cohérence avec la prescription inscrite dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/05/2017 et qui fait l'objet du présent point de contrôle.

En l'espèce, l'îlot de palox contrôlé par sondage lors de la visite (situé en face du bâtiment 6) correspond bien à un stockage en masse de bois non couvert par une toiture. Cette activité relève donc de la rubrique 1532-2 de la nomenclature des installations classées soumise au régime de l'enregistrement dès lors que le volume susceptible d'être stocké est supérieur à 20 000 m³ (volume maximal déclaré de 70 000 m³ sur le tableau de classement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/05/2017).

Dans ces conditions, à défaut d'appliquer la prescription de l'article 13 de l'arrêté préfectoral susvisé du 09/05/2017, il n'en demeure pas moins que l'arrêté ministériel du 11/09/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°1532 est opposable à l'exploitant.

Enfin, s'agissant de la distance minimale de 2 mètres entre 2 îlots de stockage, celle-ci n'est pas respectée puisque les pallox entreposés ne forment qu'un bloc d'un seul tenant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°5] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

De plus, l'exploitant ayant déclaré son activité de stockage de bois à autorisation sous la rubrique 1532 alinéa 1 "installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables", l'inspection des installations classées considère que cette activité relève plutôt de la rubrique 1532 alinéa 2 "autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510". Dans ces conditions, il appartient à l'exploitant de vérifier sa situation administrative et le cas échéant, de mettre à jour le tableau de classement visé à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/05/2017 au regard de l'articulation des rubriques 1510, 1511 et 1532.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Distance d'isolement des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2007, article 1.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Distance d'isolement des stockages

Prescription contrôlée :

Des zones de protection contre les effets d'un accident majeur sont définies pour des raisons de sécurité autour des installations de stockage de pallox vides et de pallox pleins [...].

Scénarios	Effets létaux Z1 - 5 kW/m ²	Effets létaux Z1 - 5 kW/m ²	Effets irréversibles Z2 - 3 kW/m ²	Effets irréversibles Z2 - 3 kW/m ²
	Distance à la perpendiculaire du centre de la façade sur la largeur l	Distance à la perpendiculaire du centre de la façade sur la longueur L (L>l)	Distance à la perpendiculaire du centre de la façade sur la largeur l	Distance à la perpendiculaire du centre de la façade sur la longueur L (L>l)
Incendie 7, bloc de pallox vides à	8 m	18 m	15 m	33 m

l'extérieur				
Constats : <u>Constat du 13/06/2024 : pas d'écart constaté.</u> Au jour de la visite, l'inspection des installations classées estime que les distances d'isolement susmentionnées pour le stockage extérieur de palox, situé derrière le bâtiment 6 dénommé "2000" et correspondant au scénario d'incendie n°7, sont respectées.				
Type de suites proposées : Sans suite				